

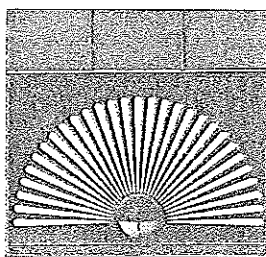
PROFESSEUR ÉMÉRITÉ DE L'ULG DE JEAN ENGLEBERT

Le béton m'a eu au tournant », confie Jean Englebert, professeur émérite de l'ULg.

Mais son nom n'en reste pas moins associé à la mise en œuvre de matériaux légers (bois, contre-plaqué) et à la réalisation d'un prototype de maison industrialisée en acier. On sait peut-être moins qu'il avait proposé, dans les années soixante, un plan urbanistique qui aurait pu éviter le démantèlement de Liège et que sa pratique architecturale s'inscrit dans une réflexion globale, où l'esthétique la plus visionnaire s'articule à une sociologie du présent. Peu fatigué de prêcher dans le désert, le plus japonais des architectes liégeois reste sur toutes les brèches. Et revient sur la polémique ayant entouré la construction, au Sart Tilman, du "Trifaculaire".

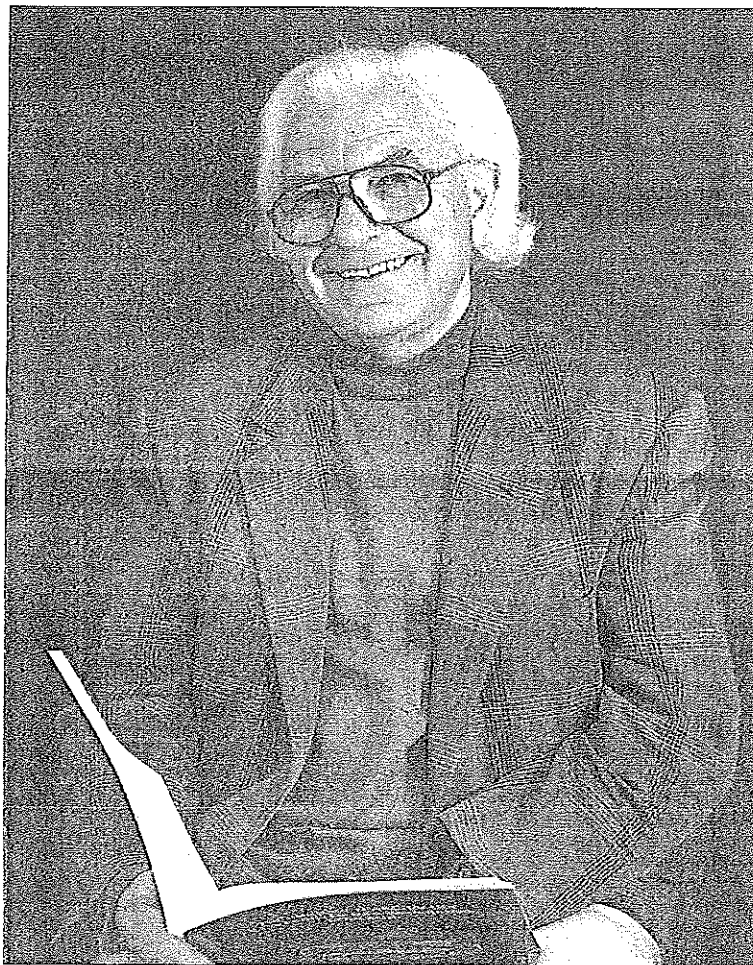
Liège Université : En 1964, avec la Jeune Chambre économique liégeoise, vous proposez un plan global d'aménagement urbain dont les lignes directrices — préservation du patrimoine, modernisation des équipements, développement périphérique des voies d'accès autoroutières — paraissent aujourd'hui relever du simple bon sens. D'où vient que ce plan qui aurait pu empêcher d'irréparables dégâts n'ait pas été retenu ?

Jean Englebert : Par manque d'une vision globale des choses, justement. Il n'y a jamais eu à Liège de réflexion urbanistique cohérente et intégrée, mais une gestion très individualiste du territoire, parce que très politisée : au centre, les "beaux quartiers" ; à la périphérie, une banlieue "rouge" ; et, entre ces deux pôles, une rivalité suicidaire, tous les gestionnaires de la périphérie ayant cherché à mettre à genoux les "beaux quartiers" en développant la couronne sans comprendre que, ce faisant, ils se démolissaient eux-mêmes. Tel a été le sens de ma première intervention avec la Jeune Chambre économique : rappeler qu'il n'y a qu'une gestion qui vaille, celle qui gère l'ensemble



L'ARCHITECTE-URBANISTE QUI VOIT LOIN ET LARGE EST-IL CONDAMNÉ À JOUER LES CASSANDRE ?

Propos recueillis par Pascal Durand



Jean Englebert, professeur émérite de la section d'architecture et co-fondateur du Centre d'études japonaises de l'ULg.

bien compris des intérêts collectifs. S'agissant du projet lui-même, j'avais constaté qu'il existait au périmètre du cœur de la ville un chemin de fer qui pouvait former la base d'un système de transports en commun nouveau, semblable à celui que connaissent des villes comme Tokyo, Paris ou Londres. Puisqu'il y avait cette boucle déjà disponible, on pouvait imaginer d'autres boucles, tangentes à la première, ménageant des systèmes plus locaux. Mais naturellement les "beaux quartiers" n'en ont pas voulu. Et chacun a continué dans le sens qui paraissait lui convenir. C'est peu dire que nous n'avons pas été entendus...

L.U. : L'êtes-vous aujourd'hui, avec trente ans de retard ? Autrement dit, avez-vous le sentiment que les travaux d'aménagement entrepris à Liège, de la place Saint-Lambert aux quais de la Meuse, témoignent d'une évolution allant dans le sens que vous souhaitez ?

J.E. : Tout dépend du point de vue où on se place. D'un côté, ça ne s'est guère amélioré : le profit immédiat l'emporte sur toute autre considération. Prenez le centre commercial de Belle-Île : non seulement on a installé là un espace de consommation ostentatoire qui va aggraver le malaise social des quartiers environnants, plutôt pauvres,

mais l'opération s'est faite sans tenir compte de ce que le marché liégeois n'est pas finalement extensible : ceux qui s'y installent — à supposer que cela devienne rentable, ce qui n'est pas sûr — le font aux dépens des commerçants du centre ville. Et si on réalise sur le site de l'ancien hôpital de Bavière le projet prévu, c'en sera fini du dynamisme d'Outremeuse : tout l'équilibre séculaire d'une vraie communauté de vie sera démantibulé.

Malgré tout, d'un autre côté, les esprits tendent à évoluer favorablement, mais à petite échelle. Je suis de ceux qui estiment que le passage de Jean-Pierre Grafé au ministère

des travaux publics a été bénéfique pour Liège. Beaucoup de "petites" choses, mais de grande importance, ont été mises en œuvre. Le pont de Fragnée pleinement restauré sera, par exemple, un élément de prestige dans le décor liégeois. De même, la démolition des murs de qual en béton, qui va rendre Liège à son fleuve, contribuera beaucoup à la qualité de la vie. Resterait, ce qui est tout à fait possible, à récupérer ces initiatives dispersées dans un plan plus vaste, à l'imitation des communautés urbaines que la France a su mettre en place. Lille, entre autres, est un remarquable exemple d'une ville en plein développement organique. Une logique similaire pourrait prendre forme à Liège. La conférence des bourgmestres s'orienter d'ailleurs en ce sens, celui d'une prise de conscience que le bien individuel passe aussi par le bien collectif. On peut donc être raisonnablement optimiste. Mais il faut rester vigilant.

L.U. : Vous plaidez, depuis trente ans également, en faveur de l'industrialisation du logement individuel, ce qui n'a pas dû vous faire que des amis dans le monde des constructeurs traditionnels et parmi vos confrères...

J.E. : C'est le moins qu'on puisse dire. Aussi féroce d'histoire que je sois, je ne me suis jamais fait à l'idée qu'il faille copier *ad vitam æternam* les formes, les techniques et les matériaux du passé. On n'arrive pas à promouvoir une architecture d'aujourd'hui, à défaut d'être de demain. Il n'est pas concevable que tout ce que nous produisons soit fait de manière industrialisée et que le logement, qui constitue avec l'alimentation et le vêtement un des besoins fondamentaux de l'homme, continue de se produire sur un mode artisanal, et donc très coûteux, qui emprisonne les gens dans la logique des prêts hypothécaires. N'importe qui peut avoir un frigo. Au fond de la jungle, dans les pires mesures, on voit des téléviseurs portables japonais. Pourquoi n'adopterait-on pas, pour le logement, le même type de production ? Je suis convaincu qu'on ne pourra résoudre le problème du logement à l'échelle mondiale qu'à la condition de passer au stade industriel.

L.U. : On a dû souvent vous l'objecter : industrialiser la construction des maisons individuelles, n'est-ce pas courir le risque de l'uniformité ? Et sacrifier la diversité esthétique au profit du rendement ?

J.E. : L'argument ne tient pas, même si on ma l'a souvent opposé en effet. L'uniformité, nous y sommes, et en plein : fermettes "à la flamande" dans les campagnes, appartements interchangeables dans les buildings des villes. Mais

Site page 17 >

L'OPTIMISME VIGILANT DE JEAN ENGLEBERT

(suite de la page 16)

que l'industrialisation, assistée aujourd'hui par les ordinateurs, délient, elle, une capacité phénoménale à individualiser les objets. Toute une combinatoire très riche permettrait à un habitant de se moduler en fonction des styles de vie de ses occupants, d'accompagner l'évolution d'une famille — un enfant qui naît ou qui s'en va — et, somme toute, de s'adapter au nouveau nomadisme qui se dessine, celui de l'homme contemporain, changeant de profession ou de lieu d'affectation et déménageant au même rythme vers d'autres régions, sinon d'autres pays... Cela, les gens ne le comprennent pas aisément : il leur faut sous les yeux des réalisations exemplaires. Et encore : l'obstacle culturel reste très grand.

J.U. : *Votre expérience du Japon — et donc d'une autre culture, plus ouverte aux idées que vous défendez — a-t-elle été déterminante sur votre conception d'une architecture modulaire ?*

J.E. : Mon système de construction de maisons à base de bois, qu'on pourrait croire d'inspiration japonaise, remonte à 1965. Or, je ne suis allé au Japon que cinq ans plus tard, lors de l'exposition d'Osaka, et je ne savais pas ce que j'allais y découvrir. Mais peut-être que je portais le Japon en moi sans le savoir. Toujours est-il que j'ai vu nombre de réalisations et un état d'esprit qui me semblaient aller dans la bonne direction. Contrairement au Belge, le Japonais n'a pas une brique dans le ventre. À la faveur de séjours de plus en plus fréquents, j'ai noué là-bas, dans le monde de la construction, des relations qui ont confirmé mes conceptions, même si l'industrialisation du logement n'y atteint pas encore le niveau que je souhaite. Les Japonais, chez Toyota par exemple, en sont restés au modèle du meccano : des pièces préfabriquées qu'on assemble pour former des volumes. Moi, je suis un adepte de la méthode Citroën : l'estampage de tôles plutôt que la construction sur un châssis. J'essaie de convaincre l'une ou l'autre firme de passer à ce modèle. Avec difficulté : je devrais être entouré d'autres personnes plus négociatrices que moi, et capables de faire valoir l'intérêt, à la fois économique et stratégique, d'investir d'abord, avec de tels produits, le marché américain. Les Américains n'ont pas, non plus, une brique dans le ventre et déménagent en moyenne une fois par an. Et comme leurs maisons sont à 80 % faites en bois, ils sont mûrs pour être envahis une deuxième fois par l'industrie japonaise. Une fois le marché américain arraché, la Chine suivrait, selon cette loi de l'imita-

tion qui veut qu'on prenne pour modèle, non les pauvres, mais les nantis.

L.U. : *Revenons à deux pas d'ici. En 1985, Claude Strebelle vous transmet le flambeau du Sart Tilman et vous devenez l'architecte-conseil de l'ULg. Le bâtiment du Trifacultaire, réalisé selon vos plans, a soulevé bien des polémiques. Étaient-elles justifiées ?*

J.E. : Claude Strebelle a porté un jugement sévère sur le Trifacultaire, oubliant ou ignorant les raisons de mes choix. Une mise au point s'impose. Quand il m'a passé les rênes, j'ai visité longuement avec lui le Sart Tilman, il m'a exposé ses intentions et, depuis son départ, j'ai veillé à ce que soient respectés l'idée et le schéma directeur qu'il m'avait transmis. Dans ce schéma, l'emplacement du Trifacultaire avait été réservé au Rectorat. Et voilà que l'Université décide de maintenir ses services administratifs au centre ville. Restait donc un espace dont on ne savait que faire. Et la possibilité, également, qu'un jour ou l'autre, même lointain, un autre conseil d'administration revienne sur la décision prise. Aussi, lorsqu'un besoin urgent de bureaux s'est fait sentir pour les trois facultés qui sont installées sur les deux côtés du fameux triangle, j'ai conçu un projet à base de cabines mobiles, en sollicitant l'aide des fabricants de baraques de chantier, celles-là mêmes que les entrepreneurs déposent sur le site des grands travaux et qui sont ensuite réinstallées ailleurs. J'ai préconisé que

l'on construise les cent bureaux sur ce modèle, en me disant que l'idée de maintenir le Rectorat en ville n'était pas éternelle et que, tôt ou tard, on allait s'aviser que la séparation entre la majeure partie de l'Université et son administration complique les choses. Si l'on devait en revenir au schéma de départ, on aurait aisément récupéré l'espace et redisposé le Trifacultaire sur un autre emplacement.

L.U. : *Est-ce à dire que le bâtiment réalisé ne correspond pas à celui que vous aviez conçu ?*

J.E. : C'est cela même. En fait, au moment des soumissions, le lobby de la construction a vu dans mon projet un danger inimaginable : on allait, pour la première fois, édifier un bâtiment de grande envergure avec des éléments non traditionnels et donc rogner son marché. Les équipes architectes-entrepreneurs ont dès lors, par réaction, proposé des prix tellement comprimés pour réaliser le Trifacultaire en dur que ma solution devenait caduque. Me voilà donc avec un bâtiment en dur, là où je pensais en faire un "en mou". La forme a été globalement conservée, mais pas le matériau : ce n'est plus démontable. Si, dans cinq ou dix ans, le Rectorat monte au Sart Tilman pour s'installer sur le site du Trifacultaire, on l'enlèvera sans peine, évidemment : à coup d'explosifs. Mais le bâtiment ne sera pas réutilisable, alors que ma solution initiale le permettait. Une fois de plus, le béton m'aura eu au tournant...

UN OBJECTIF POUR LIÈGE

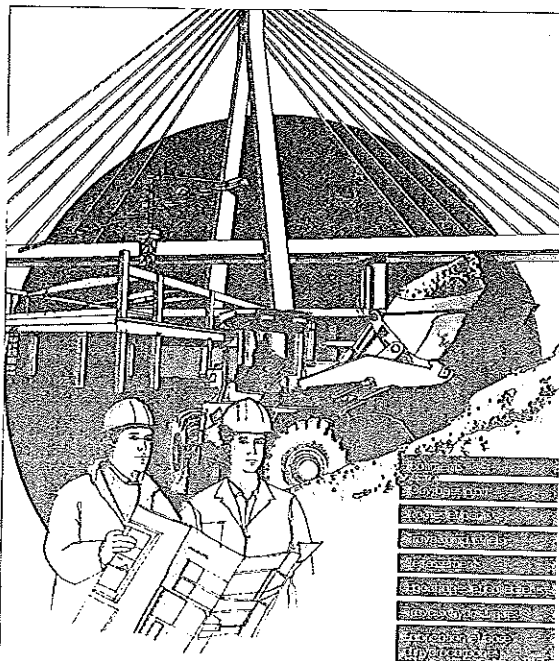
« Liège manque de réflexion sur son devenir et sur son avenir. Pas de vue à long terme, à peine à moyen terme. Seul le court terme semble intéresser les décideurs et les investisseurs. Malgré l'existence d'un nombre considérable de groupes, d'organismes et d'institutions officielles ou para-officielles, aucune réflexion véritablement nouvelle, à défaut d'être un petit peu utopiste, n'émane ou n'est proposée par eux. Étonnamment, les seules propositions faites par les représentants du peuple, associés aux investisseurs et aux urbanistes de métier, ont trait à des installations de nouveaux centres commerciaux. Songez à "Belle-Île", à Bastière, à Boncelles, à Rocourt, nous croisons, et le centre commercial de Liège croûle sous la prolifération de nouvelles réalisations et le développement des centres existants dans la périphérie. Est modus in rebus, nous enseignait Horace. Aujourd'hui la mesure en matière d'implantation commerciale nouvelle est dépassée, sinon en passe de l'être ! N'y a-t-il vraiment rien d'autre à proposer aux Liégeois et aux investisseurs qui puisse les faire vivre sans dommage ? »

J. Englebert, extrait d'un texte programmatique inédit adressé aux décideurs liégeois.

Honeywell

Honeywell est une société mondiale qui fournit des produits, systèmes et services de contrôle destinés à augmenter le confort, la protection de l'environnement, les économies d'énergie, la productivité et la sécurité dans les bâtiments résidentiels et tertiaires, l'industrie, l'aéronautique et l'espace.

Helping You Control Your World



galère

SOCIÉTÉ DE TRAVAUX GALÈRE s.o.
Rue Joseph Duport, 73 - 4353 Chaudfontaine BELGIQUE
Tél : 02166 67 11 - Fax : 02166 65 00